

Communisme (Communauté)

De 1840 à 1850, dans l'œuvre de Proudhon, le communisme est un problème qui importe, une question qui doit être traitée sans détour. Il est l'auteur surtout connu, trop, pour sa fameuse formule « la propriété, c'est le vol ». Une très large partie de l'opinion publique le tient pour un communiste, y compris, dans un premier temps, les communistes eux-mêmes. Il récuse cette qualification et il entend que cela se sache, surtout à partir de la deuxième moitié des années 1840. Le nom du communisme fait peur, mais il ne s'agit pas pour lui de participer à cette couardise politique à laquelle s'abandonnent, pourtant, la plupart de ses contemporains socialistes, comme Louis Blanc ou Victor Considérant, par exemple. Il s'agit d'une question de fond. Il est hostile aux utopies des communistes autant qu'il l'est à l'idéologie des propriétaires, dès le début des années 1840.

Dans *Qu'est-ce que la propriété ?*, à la fin de l'ouvrage, il soutient que la communauté a précédé la propriété dans le processus de civilisation, elle en a été la première phase : « Dans cet état de société, [...] l'homme s'approche de l'homme, partage avec lui les fruits de la terre, le lait et la chair des animaux ; peu à peu cette communauté de négative qu'elle est tant que l'homme ne produit rien, tend à devenir positive et engrenée par le développement du travail et de l'industrie. Mais c'est alors que l'autonomie de la pensée et la terrible faculté de raisonner du mieux au pire, apprennent à l'homme que si l'égalité est la condition nécessaire de la société, la communauté est la première espèce de servitude » (*Prem. Mém.*, 324). Il n'éprouve aucune nostalgie pour cette construction primitive de la sociabilité que fut la communauté. Il n'y a pas dans l'œuvre de Proudhon, ni en 1840 ni plus tard, le moindre regret d'un âge d'or mythique : « Les inconvénients de la communauté sont d'une telle évidence, que les critiques n'ont jamais dû employer beaucoup d'éloquence pour en dégoûter les hommes. L'irrémédiable de ses injustices, la violence qu'elle fait aux sympathies et aux répugnances, le joug de fer qu'elle impose à la volonté, la torture morale où elle tient la conscience, l'atonie où elle plonge la société, et, pour tout dire enfin, l'uniformité béate et stupide par laquelle elle enchaîne la personnalité libre, active, raisonneuse, insoumise de l'homme, ont soulevé le bon sens général, et condamné irrévocablement la communauté » (*Prem. Mém.*, 325). Les fondements de sa réfutation du communisme sont déjà énoncés. La communauté, selon lui, est l'exploitation du fort par le faible comme la propriété est celle du faible par le fort. Elle rend le travail odieux puisque déterminé par l'assignation des facultés de chacun à l'intérêt général et non à leur libre exercice. L'État est propriétaire non seulement des biens mais des personnes : « l'homme [...] dépouillant son moi, sa spontanéité, son génie, ses affections, doit s'anéantir devant la majesté et l'inflexibilité de la commune » (*Prem. Mém.*, 326). La communauté est incompatible avec l'émergence du sujet, de l'homme libre : elle est « oppression et servitude ». La propriété, qui lui a succédé, est le droit de la force, elle pose autant de problèmes, ils sont l'objet de l'ouvrage. Reste à inventer un troisième terme au processus de civilisation qui n'existe nulle part encore : « Cette troisième forme de société, synthèse de la communauté et de la propriété, nous la nommerons LIBERTÉ. Pour déterminer la liberté, nous ne réunissons pas sans discernement la communauté et la propriété, ce qui serait un éclectisme absurde. Nous rechercherons par une méthode analytique ce que chacune d'elles contient de vrai, de conforme au vœu de la nature et aux lois de sociabilité » (*Prem. Mém.*, 342-343). Tel est l'ambitieux programme de recherche annoncé en 1840.

Les communistes évoqués dans le texte sont Platon, Lycurgue, les premiers chrétiens, les Jésuites du Paraguay, les babouvistes « dirigés par une horreur exaltée de la propriété » et les saint-simoniens qui « ont passé comme une mascarade ». Est seulement mentionnée, à propos des communistes contemporains, la parution de l'*Égalitaire*, un éphémère mensuel (un prospectus et un seul numéro) lancé en mai-juin 1840 par Théodore Dezamy, c'est la toute première publication exclusivement communiste en France. Elle est suivie de près par la publication de *Ni château ni chaumière* de Jean-Jacques Pillot, un brûlot où l'auteur revendique son appartenance à ce nouveau parti. Le banquet de Belleville le 1^{er} juillet 1840 est la première manifestation dont les participants se réclament explicitement du communisme, de l'école égalitaire plantant « le glorieux drapeau de la Communauté sociale ». Cabet a déjà écrit son *Voyage en Icarie*, mais il vient tout juste d'en

commencer la diffusion, très discrètement, sous un pseudonyme. C'est en septembre seulement qu'il publie ouvertement sa profession de foi : *Comment je suis communiste*. Le premier numéro de son journal, *Le Populaire de 1841*, organe mensuel du communisme icarien, sort le 14 mars, six mois plus tard. C'est dire à quel point, l'ouvrage de Proudhon, publié en juin 1840, intervient tôt dans l'histoire du communisme en France, avec la naissance des toutes premières organisations politiques à s'en réclamer sous ce nom. Proudhon rencontre très vite Cabet qui veut l'associer à la rédaction du *Populaire* : il ne refuse pas. Il pense pouvoir gagner les communistes à ses positions, « un tas de braves gens dont tout le défaut est de ne pas s'entendre eux-mêmes » (Lettre à Maurice, datée du 18 juillet 1841, citée par Pierre Hautmann, *Pierre-Joseph Proudhon, Sa vie et sa pensée (1809-1849)*, Beauchesne, 1982, 419). Si l'intention de s'associer à Cabet n'aboutit pas c'est surtout parce que celui-ci ne parvient pas à réunir le cautionnement nécessaire pour rendre son journal hebdomadaire. Dans *La Création de l'Ordre*, paru en 1843, Proudhon affirme préférer, à tout prendre, la communauté de Cabet au phalanstère des fouriéristes, il y a moins d'agitation, moins d'intrigues, c'est plus calme.

La rupture ne survient que plus tard, quand il prépare puis publie, en octobre 1846, ce qu'il faut bien considérer comme l'un de ses ouvrages les plus novateurs : le *Système des contradictions économiques ou philosophie de la misère*. La communauté est l'objet du chapitre XII, soixante six pages (dans la première édition) tout entières consacrées à tenter de démonétiser le communisme, cette « religion de la misère » (*Contr. éco.* II, 302) : sont explicitement visés celui de Cabet, celui de ses adversaires et concurrents du journal *l'Humanitaire*, de la *Fraternité* (Richard Lahautière), Constantin Pecqueur et Louis Blanc. Implicitement, ce sont aussi Marx et les communistes allemands qui sont attaqués. C'est un texte de combat, comme tous les textes importants de Proudhon, c'est une déclaration de guerre contre tous les partisans de la communauté, c'est la plus dure diatribe jamais dirigée contre eux à cette date, la plus argumentée aussi : « Le communisme, emprunt malheureux fait à la routine propriétaire, est le dégoût du travail, l'ennui de la vie, la suppression de la pensée, la mort du moi, l'affirmation du néant. Le communisme, dans la science comme dans la nature, est synonyme de nihilisme, d'indivision, d'immobilité, de nuit, de silence : c'est l'opposé du réel, le fond noir sur lequel le Créateur, Dieu de lumière, a dessiné l'univers » (*Contr. éco.* II, 301-302).

Selon lui, le communisme procède de l'utopie en niant toutes les lois de la science sociale, en éludant tout travail de déconstruction savante du réel, seul moyen de le faire évoluer pourtant, en proclamant des principes fondés sur rien pour se réaliser : « c'est la négation dans la nature et dans l'esprit, la négation au passé, au présent et au futur » (*Contr. éco.* II, 285). Il est pauvre d'invention, il ne peut rien produire d'utile contre l'économie politique (comprendre ce qui est aujourd'hui le libéralisme économique) : « En philosophie, le communisme ne pense ni ne raisonne ; il a horreur de la logique, de la dialectique et de la métaphysique ; il n'apprend pas, il CROIT. En économie sociale, le communisme ne compte ni ne calcule ; il ne sait ni organiser, ni produire, ni répartir ; le travail lui est suspect, la justice lui fait peur. Indigent par lui-même, incompatible avec toute spécification, toute réalisation, toute loi ; empruntant ses idées aux plus vieilles traditions, vague, mystique, indéfinissable ; prêchant l'abstinence en haine du luxe, l'obéissance en crainte de la liberté, le quiétisme en horreur de la prévoyance : c'est la privation partout, la privation toujours » (*Contr. éco.* II, 303-304). Les communistes croient que la fraternité et le dévouement peuvent fonder leur utopie et la faire subsister définitivement, immuable. La foi en la possibilité et la nécessité de la communauté est fondée sur la croyance en la bonté native de l'homme. Selon Proudhon toute l'histoire de l'humanité en démontre l'erreur : « L'état de guerre est l'état primordial du genre humain » (*Contr. éco.* II, 289). Il y a plus grave, puisque l'homme n'est pas naturellement porté à l'altruisme, à l'abandon de soi, la communauté ne peut être imposée à la société, et maintenue, que par la violence et la dictature, ce dont Cabet, par exemple, a pris acte dans son *Voyage en Icarie*. La communauté y est proclamée par Icar porté au pouvoir absolu pendant quelques semaines par une insurrection populaire : « La révolution sociale, M. Cabet ne la conçoit pas comme effet possible du développement des institutions et du concours des intelligences : cette idée est trop métaphysique pour son grand cœur. [...] Après avoir supprimé

toutes les volontés individuelles, il les concentre dans une individualité suprême, qui exprime la pensée collective » (*Contr. éco.* II, 301). La communauté absolue transforme chaque citoyen en fonctionnaire public entièrement soumis à la puissance publique qui décide tout. Elle assigne à chaque travailleur sa place dans le système productif indépendamment de toute considération de son individualité, de ses goûts particuliers, capacités, talents, efficacité. Elle dispose arbitrairement des personnes comme elle commande au partage égalitaire, uniforme, de toutes les productions. La liberté du travail est impossible, incompatible même avec l'idée de la communauté, comme est impossible toute différenciation dans les choix de l'existence : « ôtez la liberté, et l'homme n'est plus qu'un misérable forçat », écrit Proudhon (*Contr. éco.* II, 288). Il ajoute : « si tout est rendu commun, travail, ménage, recette et dépense, la vie devient insipide, fatigante, odieuse » (*Contr. éco.* II, 265). La communauté est insupportable à l'homme libre : elle est « dictature de l'industrie, dictature du commerce, dictature de la pensée, dictature de la vie sociale et la vie privée, dictature partout » (*Contr. éco.* II, 301). Elle « n'est que l'exaltation de l'état, la glorification de la police » (*Contr. éco.* II, 258). Elle est incompatible avec la liberté de parler, de créer, d'agir : les sujets formés par ses soins « seront des huîtres attachées côte à côte, sans activité ni sentiment, sur le rocher ... de la fraternité. Quelle philosophie intelligente et progressive que le communisme ! » (*Contr. éco.* II, 282). À Cabet, qui propose pour tous les citoyens de la communauté les mêmes vêtements, les mêmes logements, les mêmes repas, les mêmes divertissements, la même absence d'idée, la même immobilité, Proudhon pose cette question : « D'après cela, on ne conçoit pas pourquoi, en Icarie, il existerait plus d'un homme, plus d'un couple, le bonhomme Icar, ou M. Cabet, et sa femme. À quoi bon tout ce peuple ? à quoi bon cette répétition interminable de marionnettes taillées et habillées de la même manière ? » (*Contr. éco.* II, 300). La communauté est un système niant tout développement de la diversité, de l'activité et de l'intelligence humaines, elle ne peut durer si tant est que sa réapparition dans l'histoire ait la moindre chance : « l'homme est un être libre, réfractaire à la police et à la communauté, [...] toute organisation qui fait violence à la liberté individuelle, périra par la liberté individuelle » (*Contr. éco.* II, 284). « Liberté, charme de mon existence, sans qui le travail est torture, et la vie une longue mort ! c'est pour toi que l'humanité combat dès l'origine, c'est pour ton règne que nous sommes en travail de cette nouvelle et grande révolution » (*Contr. éco.* II, 286).

Selon lui, la communauté « ne se conçoit que dans le néant, ne se concilie qu'avec le néant, ne subsiste que par le néant » (*Contr. éco.* II, 292). Ce n'est pas dire que les communistes n'ont aucune capacité d'influence. Il est peut être même l'un des premiers à s'aviser de la puissance mobilisatrice du communisme dans les milieux ouvriers français : en 1846, le pouvoir et les conservateurs en France n'en ont pas encore pris la mesure, pas avant la fin de 1847, date des premières poursuites sérieuses engagées contre Cabet notamment ; les républicains purement politiques préférèrent la solution du silence au risque qu'il y aurait d'en augmenter l'audience en l'attaquant. Proudhon peut donc passer pour l'un des premiers théoriciens à faire connaître publiquement sa réfutation du communisme, bien au-delà de ce qu'il avait déjà formulé depuis 1840. L'enjeu est d'abord d'annoncer une intervention possible sur le cours de l'histoire : « L'humanité, comme un homme ivre, hésite et chancelle entre deux abîmes, d'un côté la propriété, de l'autre la communauté : la question est de savoir comment elle franchira ce défilé, où la tête est saisie de vertiges et les pieds se dérobent » (*Contr. éco.* II, 266). Un autre est celui de soustraire les ouvriers les plus soucieux des transformations sociales, ceux qui lisent le *Populaire de 1841* ou la *Fraternité de 1845*, les deux journaux communistes les plus lus à cette époque, de l'influence des auteurs qui les ont initiés à la critique politique et sociale et de les gagner à ses vues plus complexes. Il sait que sa polémique peut dérouter ce public, il l'écrit : « je suis forcé, pour être d'accord avec moi-même, fidèle à la raison ainsi qu'à l'expérience, de conclure contre la communauté comme j'ai fait auparavant contre la propriété, et si je me trouve aujourd'hui le moins avancé des socialistes, c'est parce que je sors de l'utopie, tandis qu'ils y restent » (*Contr. éco.* II, 258). Un troisième enjeu est peut-être aussi de défier le jeune Marx dont il sait la valeur intellectuelle comme la conversion aux idées communistes, c'est du moins l'avis de son biographe le plus important, Pierre Hautmann (*op. cit.*) qui fait grand cas de leurs relations pour introduire à la lecture des *Contradictions*. La réponse de

Marx est bien connue, peut-être plus encore que le texte de Proudhon qui la fit naître : *La misère de la philosophie*. À la fin de sa lettre à Annenkov, qui tient lieu d'avant-propos à son entreprise de démolition anti-proudhonienne, Marx s'emporte contre le « procès ridicule » que son adversaire fait au communisme : « M. Proudhon est de la tête aux pieds philosophe, économiste de la petite bourgeoisie. Le petit bourgeois, dans une société avancée et par la nécessité de son état, se fait d'une part socialiste, de l'autre part économiste, c'est-à-dire qu'il est ébloui par la magnificence de la haute bourgeoisie et sympathise aux douleurs du peuple. Il se vante, dans le for intérieur de sa conscience, d'être impartial, d'avoir trouvé le juste équilibre qui a la prétention de se distinguer du juste-milieu. Un tel petit bourgeois divinise la contradiction, car la contradiction est le fond de son être. Il n'est que la contradiction sociale mise en action ».

La critique de Marx va sans doute plus loin que cela, mais il ne peut entrer dans le propos ici d'en rendre compte, d'autant moins, qu'avant les années 1860, le communisme de Marx n'a aucune influence en France.

Le communisme qui devient rapidement une question brûlante d'actualité est celui qui est vilipendé dans les rues de Paris à partir du mois d'avril 1848, notamment lors de la manifestation contre-révolutionnaire du 16 et pendant les jours de terreur qui ont suivi. Proudhon et ses amis qui participent à la rédaction du journal *Le Représentant du Peuple* perçoivent immédiatement tout le danger pour la Révolution de février que portent les cris de haine et de mort lancés sur la place publique contre les communistes, contre Cabet en particulier. Dès le 8 avril, sous le titre « Le communisme », Charles Fauvety signe un article où il dénonce l'attitude des continuateurs de Saint-Simon, les disciples de Fourier, les réformateurs suivant l'exemple de Louis Blanc, « les hommes des différentes écoles, toutes plus ou moins entachées de communisme » qui se sont défendues comme d'un crime d'être communistes : « Eh bien, il faut qu'on le sache, la tendance générale de notre époque est le communisme. Tous les hommes qui ont au cœur l'amour ardent de l'humanité, tous ceux qui veulent lui voir accomplir le plus rapidement possible les évolutions par lesquelles elle se rapproche de plus en plus de la divinité, tous les véritables serviteurs du progrès infini, qu'ils s'appuient sur le christianisme ou sur la philosophie, sur la foi ou sur la logique, ont pour idéal la réalisation de la fraternité ou la communauté universelle. [...] Ces pionniers de l'humanité, ces éclaireurs de l'intelligence sont nécessaires pour presser la marche des peuples et leur marquer la route de l'avenir ». Le dimanche 16 avril précisément, un article, écrit la veille de la grande manifestation contre-révolutionnaire, a un titre plus explicite encore : « Défendons les communistes ». Ils y sont donnés pour l'avant-garde du socialisme. Le 19, dans un article titré « Où allons-nous ? » sont énoncés très clairement les enjeux de la défense des communistes voués aux gémonies par les gardes nationaux les plus embourgeoisés mais pas seulement : « Prenons bien garde ! aujourd'hui l'on crie : à bas Cabet ! à bas les communistes ! Demain on criera à bas Louis Blanc, à bas les socialistes ! Après demain on fermera les clubs, on interdira les réunions. Une fois lancé en si beau chemin, on ne s'arrêtera plus. En attendant, les journaux de la réaction savourent la joie de leur premier triomphe, ils avouent ingénument que la manifestation de dimanche est la victoire de la conservation. La conservation de quoi, sinon de la misère des travailleurs et des privilèges des satisfaits. Mais alors, si tout devait rester dans le même état, pourquoi le Peuple aurait-il fait la Révolution ? » Le 20 avril, c'est Proudhon lui-même qui commente le déferlement de cette vague anticommuniste, « La situation » (c'est le titre de l'article) : « Nous avons toujours pensé que le prolétariat devait s'émanciper sans le secours du gouvernement ; le gouvernement, depuis le 16 avril, pense de même. Nous sommes d'accord avec le gouvernement ». Le 22 avril, le nom de Cabet figure en bonne place sur la liste des candidats proposés par le *Représentant du Peuple* pour les élections à l'Assemblée nationale.

Le 26 avril seulement, quand la fièvre est tombée, provisoirement, Proudhon revient sur des positions plus habituelles pour lui : « Les conservateurs repoussent, et non sans raison, le communisme et l'utopie : à mon tour, je les défie de rien faire pour l'augmentation du travail et l'amélioration de la classe ouvrière sans abolir de fait et de droit la propriété. Telle est la nature du problème à résoudre, que la solution exclut simultanément les contraires, la communauté et la propriété, quoi qu'en pensent les bêtes de somme de la routine et les bonnets carrés de la science ».

Le 29 avril, dans un article titré « La Réaction », où il commente le résultat des élections catastrophique pour les socialistes, il prévoit tout le danger de la situation créée par les événements du mois : « En 1848, la Terreur aurait pour cause l'antagonisme des deux classes de citoyens, l'une plus forte par le nombre, plus redoutable par la pauvreté, l'autre supérieure par la richesse et l'intelligence. Toutes deux ne subsistant que par la circulation des produits et la mutualité des rapports, il est infaillible que dans un pareil conflit la société périclite ». C'est écrit un peu plus d'un mois avant les massacres de juin. Il n'en est pas moins surpris par les terribles journées des 23, 24, 25 et 26 juin. Il assiste impuissant à l'écrasement de l'insurrection : « Oui j'étais à la Bastille, j'admirais en pleurant le courage des insurgés » (*Carnets*, X, 374, 9 janvier 1854). Le 9 juillet, il refuse de condamner les vaincus : « Le prolétaire anglais vit noblement de la taxe du pauvre ; le compagnon allemand, chargé d'argent et de nippes, ne rougit pas de mendier, d'atelier en atelier, le *viaticum*, la passade ; le lazarettier espagnol fait plus, il demande la *caritas* au bout de son escopette. L'ouvrier français demande du travail et si, au lieu de travail, vous lui offrez l'aumône, il s'insurge, il vous tire des coups de fusil. J'aime mieux l'ouvrier français, et je me glorifie d'appartenir à cette race inaccessible au déshonneur ». Le journal est saisi pour avoir demandé, la veille, une remise partielle des dettes, loyers et fermages et il est empêché de paraître pendant un mois. Proudhon, à ce moment-là, n'a plus de journal.

Le 31 juillet, il est à la tribune de l'assemblée nationale, théoriquement pour y défendre une proposition de loi relative à l'impôt sur le revenu, ce dont il n'est pas réellement question en réalité. Thiers, qui cherche à se poser en théoricien et en sommité du parti conservateur, parvient à se faire désigner rapporteur du texte pour lui porter la contradiction : il se pose en défenseur de la propriété, de la famille et de la religion et, par dessus tout, de l'ordre. C'est à son discours du 27 juillet que Proudhon choisit de répondre. Il provoque un scandale inouï, un mois à peine après les événements de juin : « On a voulu écraser en moi, d'un seul coup, le socialisme, c'est-à-dire la protestation du prolétariat, et faire, par cette exécution, un pas de plus dans la voie réactionnaire ». La controverse a un très grand retentissement, Thiers, pour l'occasion, met en place les fondements du discours anticommuniste qui est celui du parti de l'ordre jusqu'au coup d'État de 1851. C'est contre Proudhon qu'il inaugure l'argumentaire de l'ouvrage qu'il publie, en septembre 1848, sous le titre *De la propriété*, dont un tiré à part paraît, en mai 1849, sous le titre *Du communisme*. Il n'a retenu de lui que sa négation de la propriété attestant, selon lui, le principe même du « communisme essentiel, absolu », qu'il soit avoué ou non. Proudhon devient « l'homme-terreur » pour le parti de la peur. Tout ce que l'on y connaît de lui est la formule de 1840 et c'est bien assez : *la propriété, c'est le vol*. Il devient la cible privilégiée des libellistes, journalistes, caricaturistes, stipendiés par le parti de l'ordre, le comité de la rue de Poitiers puis la très puissante Association pour la propagande antisocialiste. Pour eux, il est l'incarnation même du communisme, un anthropophage dévoreur de propriétaires.

Pour l'intéressé, pourtant, le communisme cesse d'être une question centrale à partir de cette époque. En tant que problème, il disparaît presque de ses publications. La question à l'ordre du jour, après l'été de 1848, est la création du parti démocrate socialiste et celle de la place que doivent y prendre les socialistes. La présence parmi eux des communistes comme Cabet ne fait pas de difficulté. Dans un article publié dans *Le Peuple*, le 21 mars 1849, Proudhon explique aux disciples de Cabet qu'il ne tient pas, au demeurant, leur « illustre maître » pour un véritable communiste, il ajoute : « Je suis socialiste de votre école ; je veux, comme vous, la solidarité et la fraternité, avec le mariage, la famille, l'hérédité et la liberté ».

Tout au plus pourrait-on évoquer la polémique contre Louis Blanc et Pierre Leroux à la fin de l'année 1849 : le différend sur le rôle de l'État n'est pas sans rapport avec la question du communisme. Proudhon tient Louis Blanc pour un communiste depuis longtemps, mais ce n'est pas l'objet principal de leur discussion. Dans la question du fédéralisme, au début des années 1860, l'Unité, l'un des principes forts de la démocratie mais aussi du communisme, est attaquée, mais là encore la critique du communisme n'est pas l'essentiel du propos. Dans l'ouvrage *Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la révolution*, publié en 1863, les quelques mots consacrés au communisme n'apportent rien de plus à ce qui a été déjà écrit avant 1848.

C'est encore vrai pour l'ouvrage paru un an après sa mort, *Théorie de la propriété*, où il répète ce qu'il a déjà écrit depuis longtemps.

Il faut tenir pour un fait significatif que la question du communisme ne fait l'objet, en tant que telle, d'aucune étude dans son ouvrage majeur publié en 1858, *De la Justice*.

Dans la *Voix du Peuple*, datée du 17 avril 1850, il soutient la protestation des icariens entrés en dissidence contre Cabet qui viennent d'échouer dans leur projet d'implanter une colonie communiste au Texas. Il donne alors un texte de rupture définitive avec ce qu'il reste du communisme en France à cette date, avec les hommes comme avec l'idée, après aussi toutes les défaites subies par le socialisme en 1849 qui les ont sortis de l'actualité politique : « Pour nous qui n'avons jamais cessé, un seul instant, de nous réclamer de la liberté, nous qui, au nom de la liberté, ne cessons de protester contre l'État ; nous qui combattons chaque jour les propositions communistes, fouriéristes, les utopies sociétaires, communautaires et fraternitaires, parce qu'elles sont toutes violatrices de la liberté ; nous qui n'imposons à la liberté d'autre loi que le respect d'elle-même, la fidélité à elle-même, le progrès sur elle-même, nous avons le droit de le dire : nous n'avons rien de commun avec ce socialisme dictatorial, gouvernemental, inquisitorial ; nous sommes ses adversaires les plus déclarés ; nous le considérons comme une forme particulière d'exploitation et de tyrannie de l'homme par l'homme ; nous ne faisons nulle distinction entre lui et le système gouvernemental contre lequel se débat depuis six mille ans l'humanité. La liberté, toujours la liberté, rien que la liberté, voilà notre drapeau, notre devise, notre programme ».

François Four

Renvois : Autorité, Économie politique, Égalité, État, Propriété, Révolution, Socialisme, Utopie.